

Interview de Paul Collowald: la préparation et l'échec de la Communauté européenne de défense (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

Source: Interview de Paul Collowald / PAUL COLLOWALD, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 27.-28.06.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:12:28, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_paul_collowald_la_preparation_et_l_echec_d_e_la_communaute_europeenne_de_defense_sanem_27_et_28_juin_2002-fr-410df753-0894-44dd-94b1-7849fd5b83d8.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Paul Collowald: la préparation et l'échec de la Communauté européenne de défense (Sanem, 27 et 28 juin 2002)

[Étienne Deschamps] Que pouvez-vous nous dire de la préparation et de l'échec de la Communauté européenne de défense?

[Paul Collowald] Alors, ce projet de Communauté européenne de défense avait une origine qu'il faut toujours rappeler, ce n'est pas parce que les créateurs, les fondateurs de l'Europe à partir de la déclaration Schuman se sont engagés sur un chemin concret, il fallait commencer par quelque chose, le charbon et l'acier, qu'ils se sont dits un beau matin «mais qu'est-ce qu'on pourrait inventer encore d'autre pour aller vers, le mot y est, une fédération européenne dans la déclaration Schuman?» Non, il faut toujours se souvenir des dates. Le 9 mai 50, c'est la déclaration Schuman et le 25 juin 50 c'est la guerre de Corée. Donc, il faut se remettre dans l'époque. La Guerre froide semble devenir chaude. J'ai vu à l'époque certaines interviews. Il y a même une des seules interviews du Général de Gaulle qu'il a donnée à une agence américaine où le mot «3^e Guerre mondiale», la question du journaliste est posée. C'est donc une situation assez dramatique. Comment y faire face? Alors là, ça c'est un immense dossier, d'ailleurs de nombreux historiens se sont exprimés là-dessus à la fois pour rappeler des faits mais aussi, il y a au minimum, appelons ça deux écoles. Les uns disant «c'était vraiment prématuré, comment peut-on se lancer dans une affaire pareille? Quand sont mises en question, par rapport à la souveraineté nationale, le drapeau ou l'armée, franchement, c'est trop vite, c'est trop tôt.» Et puis d'autres qui disent: «Ben, c'est trop vite, c'est trop tôt. Mais c'est pas nous qui avons voulu cela d'une manière rationnelle, mais cela nous a été un peu imposé comme une réplique. Il faut faire face.» Et comment imaginer que nos amis américains qui étaient déjà venus plusieurs fois nous donner un coup de main, dire «ah bon, ça y est, on va de nouveau garder, on vous protège. Nos boys sont sur le continent et puis vous, bon, vous financez un peu et puis vous regardez.» C'est inconcevable. Et par conséquent se posait alors la question concrète. Mais dans cette armée européenne, pour faire face, créer une défense européenne, comment ne pas mettre des contingents allemands au niveau d'une division, d'un bataillon ou d'autre chose? C'est évident. Mais, comment le faire? Alors il y a, on n'est pas encore tellement loin de la guerre, il y a ceux qui ont souffert et qui ont des souvenirs très précis et très chauds de ce qu'a été non seulement la Wehrmacht mais les Nazis et tout ça, mais le résultat a été ce que l'on sait. Donc, est-ce que l'armée allemande ne va pas renaître avec un nationalisme? Il faut l'éviter et comment l'éviter? Disent certains et c'est la réponse «constituons l'armée européenne!» Or, le mot a déjà été prononcé d'une manière, j'allais dire, paradoxale par Winston Churchill au Conseil de l'Europe au mois d'août 50.

Donc, le mot, bien sûr, mais il faut passer à la réalité et c'est alors Monsieur Pleven, le Premier ministre qui lance l'idée de faire une Communauté européenne de défense au mois d'octobre 1950. Alors, tout le dispositif se met en route, signatures de traités, discussions techniques avec un arrière-plan politique. Alors, en tant que journalistes nous essayons de décrire le pourquoi, le comment sans entrer dans trop de détails techniques, mais à un moment donné il faut se souvenir de la situation politique en France. Ça ce sont des détails historiques que l'on oublie quelques fois. Or, il y en a deux. En France, les Gaullistes du point de vue de ces coalitions de la 4^e République étaient tout le temps dans l'opposition. De facto avec les communistes la plupart du temps. Et il y avait dans les majorités, le M.R.P., les chrétiens démocrates, les socialistes, les radicaux essentiellement avec quelques variantes. Or, sur les années 52, 53 une partie des Gaullistes entre au gouvernement. Et au début le général de Gaulle est très sévère à leur égard. Ils vont à la soupe, ils deviennent ministres! Et puis, parce qu'il faut raccourcir, à un moment donné, changement de gouvernement, nouvelle crise et le prix à payer pour l'entrée, pour avoir une majorité c'est qu'on va supprimer Robert Schuman au Quai d'Orsay. Ce qui fait qu'au mois de janvier 53, Bidault se trouve ministre des Affaires étrangères et va remplacer Schuman au Quai d'Orsay. Alors, les gouvernements successifs ont sur les bras des problèmes intérieurs, économiques, politiques mais en même temps il y a l'Indochine. Donc, vous avez en France entre deux législatures, en gros, pro-européennes, une législature qui devient progressivement peu européenne. Puisque les Gaullistes sont dedans et que le M.R.P. est dehors.

Et on arrive alors, il faut faire vite, au gouvernement Mendès France qui règle le problème d'Indochine et Mendès France se trouve avec le problème de la C.E.D. à résoudre puisqu'entre temps les autres partenaires de la France ont ratifié, l'Italie allait le faire, et la France était seule à ne pas avoir ratifié et nous arrivons alors là au mois d'août 54 où à un moment donné Mendès France qui avait au programme de remettre

l'économie française debout après toute cette saignée de l'Indochine, c'était sa priorité. L'Europe, oui, bien sûr, mais ce problème de la C.E.D. on verrait. Bon. Mais alors pour avoir, à ce moment-là, un vote de ratification, puisqu'on ne pouvait plus reculer, il fallait avoir une majorité. Alors, évidemment on a essayé dans les coulisses de faire un certain nombre d'additions et on s'est aperçus que ça serait assez difficile et alors le président Mendès France va à Bruxelles où il y a une conférence qui essaye de trouver des protocoles pour arranger cela. Mais en fait, quand on regarde ces protocoles que Pierre Mendès France proposait, cela vidait quasiment l'ensemble. On se trouve alors devant une situation que nous en tant que journalistes, nous suivions à la fois dans les analyses politiques, mais en même temps à travers la France il y avait les anti-C.E.D. et les pro-C.E.D. avec meetings, débats, polémiques, etc. donc là, l'opinion publique était très sollicitée puisque l'expression vient d'un historien français, Pierre Gerbet, qui disait: «Cette affaire anti-C.E.D. dans certaines familles et dans certains débats politiques, ressemblait à une sorte d'affaire Dreyfus.» Donc, ça n'est pas n'importe quoi.

Bref, nous arrivons à cette situation du mois d'août 54 avec, je crois, tous les arguments sont là, du point de vue rationnel, pour dire que, pour faire face à la situation, que personne ne conteste, il faut qu'il y ait des contingents allemands. Ne vaut-il pas mieux les mettre dans l'armée européenne plutôt que de laisser créer une Wehrmacht. Bien. D'autres disent: «Oui, mais les conditions dans lesquelles ça se fait, une partie de l'armée est encore à l'extérieur, nous allons être inférieurs aux Allemands.» Il y a eu au mois de mai la défaite de Ðiêñ Biêñ Phủ, qui est une humiliation terrible pour l'armée française. Ce qui fait que des généraux comme Juin ou le président Herriot, au point de vue ton politique, qui était plus ou moins neutre ou partisan, tout le monde bascule dans le camp anti-C.E.D. Pourquoi? Parce que d'une part vous aviez une analyse rationnelle politique et d'autre part nous sommes dans l'émotionnel. La patrie, la souveraineté nationale, l'armée française et ces Allemands, bon. À ce moment-là, Pierre Mendès France décide de le mettre à l'ordre du jour et il autorise ses ministres, leur conseille même, il y en a une vingtaine, de ne pas voter. Ce qui montre donc que le gouvernement ne prend pas partie. Et je me souviens dans un livre qu'a écrit Françoise Giroud, qui était quand même très proche du groupe «Express», Mendès France, qui a une grande admiration pour Pierre Mendès France, qui a écrit «c'est une des choses que je n'ai jamais comprises, qui m'a beaucoup déçue. Pierre Mendès France qui était un homme rigoureux, sérieux, etc. Je n'ai jamais compris comment il est allé dans ce débat en disant: je ne prends pas partie.» Fermons la parenthèse, mais pour mettre un peu l'atmosphère. Et à ce moment-là, on va au débat et finalement ce débat s'est mal terminé de deux façons. Les journalistes ont essayé de comprendre ce qui se passait le 30 août parce que d'une part on leur disait: «Il va y avoir un grand débat. Alors là, les arguments vont s'affronter.» Et puis finalement, les partisans de la C.E.D. se sont rendus compte qu'on allait dans le mur et ils ont voulu faire une motion de report. Mais dans le règlement de l'assemblée, je ne veux pas rentrer dans ces détails techniques mais c'est important, du point de vue du règlement une motion préjudicielle chronologiquement vient avant. Alors, les adversaires ont proposé une préjudicielle en disant: «Non, on continue, on vote!» Et ce préjudiciel a été adopté. Donc, le rejet de la C.E.D. s'est fait à travers un débat de procédures. Donc, c'est un peu malheureux que ce qui était un très grand débat politique et un peu du destin de l'Europe et de la France se soit trouvé plus ou moins escamoté par un débat de procédures. Et ainsi, le 30 août 54, feu, la C.E.D., Communauté européenne de défense, entraîne dans sa chute tout le projet de Communauté politique avec le projet de l'Assemblée ad hoc pour faire entrer, là aussi, rationnellement, s'il y a une armée européenne il faut une autorité politique. Le projet était cohérent, correct, mais finalement il a échoué.